

SENAT DE BELGIQUE BELGISCHE SENAAT

SESSION DE 1952-1953.

ZITTING 1952-1953.

SEANCE DU 21 AVRIL 1953.

VERGADERING VAN 21 APRIL 1953.

Proposition de loi tendant, en matière d'octroi de rentes de chevrons de front aux anciens combattants de la guerre 1914-1918, à lever la forclusion et permettre la liquidation des arriérés.

Wetsvoorstel er toe strekkende, inzake toekenning van frontstreeprenten aan de oudstrijders van de oorlog 1914-1918, de uitsluiting op te heffen en de betaling van achterstallen mogelijk te maken.

DEVELOPPEMENTS

TOELICHTING

MESDAMES, MESSIEURS.

MEVROUWEN, MIJNE HEREN,

La loi du 1^{er} juin 1919 a créé une rente payée aux anciens combattants de la guerre 1914-1918, titulaires de chevrons de front.

Son article 9 a déterminé les taux annuels de cette rente. Ceux-ci étaient à l'époque de 100 francs pour le premier chevron et de 50 francs pour les autres.

La même loi prescrivait que le bénéfice de cette rente prenait cours à l'âge de 55 ans. pour les militaires ayant 1, 2, 3 ou 4 chevrons, et à l'âge de 50 ans pour ceux qui en avaient 5, 6, 7 ou 8.

La loi du 14 mai 1929, modifiant la précédente, a porté les taux ci-dessus à :

500 francs par an pour le premier chevron ;
250 francs par an pour les autres.

En outre, elle a ramené à 45 ans l'âge auquel ces anciens combattants pouvaient bénéficier de la dite rente.

Enfin, la loi du 10 août 1948 a doublé les taux de rentes déterminés par la loi du 14 mai 1929.

Pour le surplus, la loi du 13 février 1952 fixe un délai de forclusion pour l'introduction des demandes ou propositions relatives à l'octroi des chevrons de front aux combattants de la guerre 1914-1918, mais

Bij de wet van 1 Juni 1919 is een rente ingesteld ten behoeve van de oudstrijders van de oorlog 1914-1918, die houder zijn van frontstrepen.

Artikel 9 bepaalt het jaarlijks bedrag van die rente. Het was toentertijd gesteld op 100 frank voor de eerste frontstreep en 50 frank voor de overige.

Die wet schreef ook voor dat het genot van de rente inging op 55-jarige leeftijd voor de militairen met 1, 2, 3 of 4 strepen en op 50-jarige leeftijd voor die met 5, 6, 7 of 8 strepen.

De wet van 14 Mei 1929 tot wijziging van de vorige, heeft de evengenoemde bedragen verhoogd tot :

500 frank per jaar voor de eerste streep ;
250 frank per jaar voor de overige.

Daarenboven heeft ze de grensleeftijd voor het genot van die rente teruggebracht tot 45 jaar.

Tenslotte is het bedrag der renten dat de wet van 14 Mei 1929 had vastgesteld, bij die van 10 Augustus 1948 verdubbeld.

Overigens stelt de wet van 13 Februari 1952 een vervalt termijn voor de indiening van de aanvragen of voorstellen betreffende het toekennen van frontstrepen aan de oudstrijders van de oorlog 1914-1918, hoewel

elle est muette en ce qui concerne la rente à laquelle peuvent prétendre les titulaires de ces chevrons.

* * *

De ce qui précède, il résulte que, au moment où a éclaté la guerre de 1940-1945, les anciens combattants de la guerre 1914-1918 pouvaient bénéficier des rentes pour chevrons de front à partir de la date à laquelle ils atteignaient leur quarante-cinquième année.

Mais l'attribution de ces rentes n'est pas automatique, et il ne suffit pas qu'un combattant de 1914-1918 soit titulaire de chevrons de front pour que, au moment où il atteint l'âge de 45 ans, ces rentes lui soient payées.

En effet, la loi dispose que, pour obtenir ce bénéfice, il faut qu'une demande expresse soit introduite dans les formes et conditions prescrites par l'article 35 de l'arrêté royal du 31 décembre 1919.

Si cette demande est introduite tardivement, le requérant est réputé forlos pour la période s'écoulant entre la date anniversaire de sa 45^{me} année et celle de l'introduction de sa demande.

La guerre 1940-1945 a placé un certain nombre de ces combattants de 1914-1918 dans des situations rendant impossible l'introduction, dans les délais légaux, de leur demande d'admission au bénéfice de ces rentes.

Sans que cette liste soit limitative, je veux en citer plusieurs résultant de circonstances dues uniquement à la guerre et, par conséquent, constituant des cas de force majeure indépendants de la volonté des intéressés :

1° Les prisonniers politiques qui, au moment où ils ont atteint leur 45^{me} anniversaire, étaient détenus ou internés par l'ennemi en raison de leurs activités patriotiques et désintéressées ;

2° Les prisonniers de guerre qui, au même moment, étaient captifs en Allemagne ou dans l'un des pays occupés par celle-ci ;

3° Les déportés au travail obligatoire se trouvant dans les mêmes conditions ;

4° Les résistants armés, résistants civils, résistants par la presse clandestine, agents de renseignements et d'action qui, à la date de leur 45^{me} anniversaire, vivaient dans la clandestinité et, par conséquent, ne pouvaient se découvrir en introduisant la demande précitée ;

5° Les réfractaires au travail obligatoire se trouvant dans les mêmes conditions ;

6° Les Belges, ayant rejoint les Forces combattantes libres en Grande-Bretagne ou au Congo Belge, circonstance qui les mettait dans l'impossibilité de correspondre avec la Belgique ;

7° Les personnes qui, pour cause de la guerre, se

ze niet spreekt van de rente waarop de houders van die frontstrepen aanspraak hebben.

* * *

Uit het vorenstaande blijkt dat de oudstrijders van de oorlog 1914-1918 bij het uitbreken van de oorlog 1940-1945 frontstreeprenten konden genieten met ingang van de datum waarop zij de leeftijd van 45 jaar bereikten.

Maar de toekenning van die renten geschiedt niet automatisch en het volstaat niet dat een oudstrijder 1914-1918 houder is van frontstrepen, opdat die renten hem op 45-jarige leeftijd betaald zouden worden.

De wet bepaalt immers dat ter verkrijging daarvan een uitdrukkelijke aanvraag moet worden ingediend in de vorm en onder de voorwaarden als omschreven bij artikel 35 van het koninklijk besluit van 31 December 1919.

Wordt die aanvraag te laat ingediend, zo wordt de verzoeker geacht vervallen te zijn van zijn rechten voor het tijdvak tussen de dag waarop hij 45 jaar oud wordt en die waarop de aanvraag wordt ingediend.

Ingevolge de oorlog 1940-1945 zijn sommige oudstrijders van de oorlog 1914-1918 in zulke toestand geraakt dat het hun niet mogelijk was binnen de wettelijke termijn die renten aan te vragen.

Ik moge hier, zonder dat die lijst een beperkend karakter zou dragen, wijzen op enige omstandigheden die uitsluitend aan de oorlog zijn te wijten en derhalve gevallen van overmacht zijn waartegen de belanghebbenden niets vermochten :

1° De politieke gevangenen, die op 45-jarige leeftijd door de vijand wegens patriottische en belangeloze activiteiten gevangen gehouden of geïnterneerd waren ;

2° De krijgsgevangenen, die op dat ogenblik ook in Duitsland of in een door Duitsland bezet land, gevangen werden gehouden ;

3° De gedeporteerden tot verplichte arbeid die in dezelfde omstandigheden verkeerden ;

4° De gewapende weerstanders, de burgerlijke weerstanders, de weerstanders door de sluikpers, de inlichtings- en actie-agenten, die op hun 45^e verjaardag ondergedoken waren en zich derhalve door het indienen van een als hiervoor genoemde aanvraag niet konden blootgeven ;

5° De werkweigeraars die in dezelfde toestand verkeerden ;

6° De Belgen die zich bij de vrije strijdkrachten in Groot-Brittannië of in Belgisch-Congo gevoegd hadden en aldus onmogelijk met België konden corresponderen ;

7° De personen die wegens aan de oorlog te wijten

trouvant en pays étranger, se heurtaient à la même impossibilité ;

8° Les anciens combattants de 1914-1918, habitant la partie du territoire belge de l'Est soumise de force à la législation allemande et qui, par pur esprit patriotique, n'ont pas voulu introduire leur demande par le canal de l'administration ennemie ; etc...

* * *

Chacune des personnes appartenant à ces diverses catégories ont fondé des espoirs légitimes de voir régulariser leur situation après la victoire des armées alliées, à laquelle ils ne doutaient pas ; elles croyaient que la Nation saurait reconnaître aussi bien les mérites patriotiques qui se rattachent à la position dans laquelle elles se trouvent que l'absence, dans leur chef, de toute responsabilité quant au retard apporté à l'introduction de leur demande.

Pour le surplus, il me paraît indispensable de souligner le fait que durant l'occupation de notre territoire national par l'ennemi, l'administration, s'appuyant sur le fait que les rentes pour chevrons de front sont personnelles aux anciens combattants, a déclaré qu'il n'était pas possible d'autoriser les épouses et les ascendants des ayants droit à ces rentes à introduire, en lieu et place de ceux-ci, la demande prévue par l'article 35 de l'arrêté royal du 31 décembre 1919.

Cette décision est nettement exprimée dans la correspondance échangée à cet effet, au cours des années de 1940 à 1944, et notamment dans une lettre adressée, le 27 juillet 1942, par le Service de Liquidation des Dépenses Militaires — Pensions — Secrétariat — Ministère des Finances, sous la référence n° (32.8) 35.1/2314, à la Fédération Nationale des Combattants de Belgique, qui s'était préoccupée de ce problème.

Aux demandes de liquidation des arriérés introduites par les intéressés, l'administration a opposé la forclusion. L'application de celle-ci a provoqué un préjudice immérité à ces anciens combattants et constitue en fait une sanction pécuniaire et morale qui leur est injustement infligée pour avoir conservé intactes les vertus patriotiques qu'ils avaient déjà pratiquées si brillamment au cours de la première guerre mondiale.

C'est une injustice que la Nation se doit de réparer en faveur de ceux de nos compatriotes qui, au cours des périodes les plus tragiques de notre histoire, n'ont pas hésité à tout sacrifier pour servir leur Patrie.

C'est ce but que poursuit la présente proposition de loi.

Pour terminer, j'ajoute que l'incidence budgétaire de cette proposition étant relativement minime, elle ne peut constituer une entrave à son adoption.

J. CORNEZ.

omstandigheden in den vreemde verbleven en voor dezelfde onmogelijkheid stonden ;

8° De oudstrijders van 1914-1918 die in het Oostelijk gebiedsdeel woonden, dat met geweld onder de Duitse wetgeving was gebracht en uit zuiver patriotische overwegingen geen aanvraag hebben willen indienen langs de vijandelijke administratie om ; enz...

* * *

Ieder van hen heeft terecht gehoopt dat hun toestand zou worden geregeld na de overwinning der geallieerde legers, waaraan ze niet getwijfeld hebben ; ze geloofden dat de Natie zowel hun patriottische verdiensten, verbonden aan de toestand waarin ze verkeerden, zou weten te erkennen, als het gemis van enige verantwoordelijkheid die zijzelf voor de vertraging bij de indiening der aanvraag dragen.

Overigens meen ik te moeten onderstrepen dat de administratie, gedurende de vijandelijke bezetting van ons grondgebied, steunend op het feit dat de frontstreeprenten persoonlijk aan de oudstrijders verschuldigd zijn, verklaard heeft dat het haar niet mogelijk was de echtgenoten en de ascendenten van de rechthebbenden op die renten te machtigen tot het indienen, in hun plaats, van de aanvraag als bedoeld bij artikel 35 van het koninklijk besluit van 31 December 1919.

Die beslissing is duidelijk uitgedrukt in de briefwisseling die ten deze gedurende de jaren 1940 tot 1944 is gevoerd, met name in een brief dd. 27 Juli 1942 van de Dienst voor de Vereffening der Militaire Uitgaven — Pensioenen — Secretariaat — Ministerie van Financiën, n° (32.8) 35.1/2314, aan het Nationaal Verbond der Belgische Strijders, dat zich met die kwestie had beziggehouden.

Op de ingediende aanvragen tot uitkering van achterstallen antwoordde de Commissie met uitsluiting. De toepassing daarvan berokkende deze oudstrijders een onverdiend nadeel en is feitelijk een geldelijke en morele sanctie die onrechtvaardig op hen wordt toegepast omdat zij de vaderlandsliefde, die zij zo schitterend tijdens de eerste wereldoorlog hadden beoefend, ongeschonden hebben bewaard.

De Natie heeft tot plicht deze onrechtvaardigheid te herstellen ten gunste van onze landgenoten die, tijdens de meest tragische periode van onze geschiedenis, niet aarzelden alles op te offeren om hun Vaderland te dienen.

Zulks is het doel van dit wetsvoorstel.

Ten slotte voeg ik hieraan toe dat de budgetaire weerslag van dit voorstel zeer gering is en derhalve geen beletsel kan zijn om het te aanvaarden.

Proposition de loi tendant, en matière d'octroi de rentes de chevrons de front aux anciens combattants de la guerre 1914-1918, à lever la forclusion et permettre la liquidation des arriérés.

Article Premier.

Les bénéficiaires de la loi du 25 août 1919, relative aux chevrons de front, qui, durant la guerre de 1940-1945, se sont trouvés dans l'impossibilité ou l'incapacité morales ou matérielles pour des causes résultant de la guerre, d'introduire la demande prévue par l'article 35 de l'arrêté royal du 31 décembre 1919, sont relevés de la forclusion qui leur a été appliquée du chef de l'introduction tardive de cette demande.

Pour l'application de la loi du 1^{er} juin 1919, ces demandes seront considérées comme ayant été introduites la veille de leur quarante-cinquième anniversaire.

Art. 2.

Les veuves, ou à défaut de celles-ci, les orphelins, ou à défaut de ceux-ci, les ascendants ayants droit des personnes reprises à l'article 1^{er} qui seraient décédées entre le 10 mai 1940 et la date de la mise en application de la présente loi, bénéficieront exceptionnellement des mêmes dispositions.

Art. 3.

Le fardeau de la preuve de ces incapacités ou impossibilités incombe aux requérants. Cette preuve peut être établie par toutes voies de droit, témoignages y compris.

Art. 4.

Les demandes tendant à obtenir le bénéfice des dispositions de la présente loi devront être introduites, sous pli recommandé à la poste, auprès du ministre compétent, au plus tard dans les six mois qui suivront la publication au *Moniteur Belge*.

Art. 5.

Pour l'application de l'article 2, la qualité d'ayant droit des combattants décédés s'apprécie à la date du décès du titulaire des chevrons de front ouvrant le droit à la dite rente.

Art. 6.

Sont exclues du bénéfice de la présente loi :

1^{re} Les personnes qui auront été condamnées par les conseils de guerre et les cours militaires du chef de crimes ou délits contre la sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat ;

Wetsvoorstel er toe strekkende, inzake toekenning van frontstreeprenten aan de oudstrijders van de oorlog 1914-1918, de uitsluiting op te heffen en de betaling van achterstallen mogelijk te maken.

Eerste Artikel.

De voordeelhebbenden van de wet van 25 Augustus 1919 betreffende de frontstrepen, die zich, tijdens de oorlog 1940-1945, wegens uit de oorlog voortspruitende redenen, in de morele of materiële onmogelijkheid of onbekwaamheid bevonden hebben, om de in artikel 35 van het koninklijk besluit van 31 December 1919 bedoelde aanvraag in te dienen, worden ontheven van de uitsluiting, die op hen is toegepast wegens late indiening van bedoelde aanvraag.

Voor de toepassing van de wet van 1 Juni 1919 worden deze aanvragen beschouwd als zijnde ingediend daags vóór de vijf en veertigste verjaardag van de betrokkenen.

Art. 2.

De weduwen, of bij ontstentenis daarvan, de wezen, of bij ontstentenis daarvan, de ascendenten rechthebbenden van de in artikel 1 vermelde personen die overleden zijn tussen 10 Mei 1940 en de datum van inwerkingtreding dezer wet, vallen bij uitzondering mede onder dezelfde bepalingen.

Art. 3.

De bewijslast van onbekwaamheid of onmogelijkheid rust op de aanvrager. Het bewijs kan geleverd worden door alle rechtsmiddelen, met inbegrip van getuigenissen.

Art. 4.

Aanvragen tot het verkrijgen van het voordeel van de bepalingen van deze wet moeten, bij ter post aangezekend schrijven, ingediend worden bij de bevoegde Minister, uiterlijk binnen zes maanden na haar bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 5.

Voor de toepassing van artikel 2 wordt de hoedanigheid van rechthebbende van overleden strijders beoordeeld op de datum van overlijden van de houder van de frontstrepen, die recht geven op bedoelde rente.

Art. 6.

Vallen buiten de toepassing van deze wet :

1^{re} De personen die door de krijgsraden of de militaire gerechtshoven veroordeeld zijn wegens misdaden of wanbedrijven tegen de inwendige of uitwendige veiligheid van de Staat ;

2° Celles qui, en vertu de l'article 1^{er} de l'arrêté-loi du 19 septembre 1945, relatif à l'épuration civique, auront été frappées à perpétuité de la déchéance des droits de remplir des fonctions, offices ou emplois publics, de vote, d'élection, d'éligibilité, de porter aucune décoration ou d'être juré ;

3° Celles qui, en vertu des dispositions des articles 2 et 3 du susdit arrêté-loi auront été déchues à perpétuité, ou pour une période de vingt ans, des droits prévus à l'article 123sexies du Code pénal.

Les ayants droit des personnes placées dans l'une des trois catégories ci-dessus ne peuvent prétendre au bénéfice de l'article 2 de la présente loi.

Art. 7.

La présente loi sortira ses effets à la date de sa publication au *Moniteur Belge*.

J. CORNEZ.
J. ALLARD.
A. BUISSERET.
H. HARMEGNIES.
H. PONTUS.

2° Zij die, op grond van artikel 1 van de besluitwet van 19 September 1945, betreffende de epuratie in zake burgertrouw, levenslang vervallen zijn verklaard van het recht om openbare functies, bedieningen of betrekkingen te vervullen, het recht om te stemmen, te kiezen of verkozen te worden, het recht om een ere-teken te dragen of om gezworene te zijn ;

3° Zij die, op grond van de artikelen 2 en 3 van bovengenoemde besluitwet, levenslang of voor een tijdperk van twintig jaar, vervallen zijn verklaard van de rechten, bedoeld in artikel 123sexies van het Wetboek van Strafrecht.

De rechthebbenden van de personen die tot een van de drie bovengenoemde categorieën behoren, hebben geen aanspraak op het voordeel van artikel 2 van deze wet.

Art. 7.

Deze wet heeft uitwerking op de datum van haar bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.